

Finances publiques. Une colère qui enfle contre les suppressions de postes

30% des agents des finances publiques étaient en grève ce mardi, partout en France, selon l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires qui appelait à lutter contre la casse des services.

Bercy reste sourd aux revendications des agents des finances publiques. Pourtant, ce mardi, après des mois de mobilisation dans les départements, ils étaient encore plusieurs centaines au pied du ministère des Finances à crier leurs inquiétudes face à la fusion des services et aux suppressions d'emplois à la DGFIP (Direction générale des finances publiques). « En 2016, nous représentons 6 % de la fonction publique d'Etat et nous avons absorbé 60 % des suppressions d'emplois dans ce versant de la fonction publique, s'insurge Hélène Fauvel, secrétaire générale FO des finances publiques. Dans le projet de loi de finances pour 2017, nous allons encore absorber 56 % des suppressions d'emplois de la fonction publique d'Etat. » Soit 1 815 équivalents temps plein qui vont disparaître.

Déjà, depuis 2009, 631 trésoreries ont fermé. Les agents s'inquiètent du repli généralisé de leur réseau, de la dégradation de leurs conditions de travail et des conséquences pour l'usager. « On ferme les services de proximité, on réduit les heures d'ouverture au public, déplore François-Xavier Ferrucci, secrétaire général Solidaires des finances publiques. Or le nombre de gens qui nous contactent par téléphone, par mail, ou qui viennent nous voir, augmente. Avec 50 agents en moyenne, les centres d'appel s'occupent de 4-5 départements : ils saturent forcément ! » L'intersyndicale CGT-FO-Solidaires s'inquiète de la réorganisation annoncée si le prélèvement de l'impôt sur le revenu à la source est mis en place et dénonce aussi un contrôle fiscal moins bien effectué, en raison de la baisse des effectifs dédiés. Si le service de recouvrement des avoirs à l'étranger non déclarés (STDR) a été mis en avant, les autres services de recouvrement sont moins bien lotis. Or ils rapportent beaucoup plus : 18 milliards, contre 2,5 milliards d'euros récupérés par le STDR.

« Parmi nos missions, il ne faut pas oublier que nous contrôlons aussi les dépenses publiques, rappelle Olivier Vadebout, secrétaire général de la CGT finances publiques. Ce sont nous qui "payons" les collectivités, les régions, les départements, les communes... Si on réduit nos effectifs, nous contrôlerons moins les dépenses des collectivités qui ne sont pas toujours rigoureuses. Un regard extérieur est nécessaire. »

Après des blocages de sites à Marseille, Paris, Rennes, Lille, la journée de cette mobilisation nationale devait se terminer dans les bureaux du ministère des Finances. Une délégation comprenant un représentant par syndicat devait être reçu par un conseiller social, Michel Sapin n'ayant toujours pas daigné recevoir les agents en colère.